

# Les jeunes et l'argent : cash et sans tabou



Illustration par Three Koma pour « Les Echos »

**ENQUÊTE** La jeunesse et l'argent :  
trois paradoxes explicités

**TENDANCE** Des augmentations de plus  
de 10 % en restant dans son entreprise

**COULISSES** Chez les jeunes couples,  
la célébration du chacun pour soi

**ZOOM** Philanthropie : de plus en plus  
de trentenaires font des donations

**DÉCRYPTAGE** La hype des applis  
de trading : investir en Bourse en un clic

**MODE D'EMPLOI** Finance verte :  
peut-on vraiment dépolluer son épargne ?



# La jeunesse et l'argent : trois paradoxes explicités

Pauline Ferrari, Julia Lemarchand, Lucile Meunier et Camille Wong

L'argent est plus que jamais un vecteur d'émancipation pour les jeunes, à l'âge des petits boulots et des premiers emplois. Mais peut-être plus que n'importe quelle autre génération, les 20-35 ans abordent ce sujet tabou qu'est l'argent de plus en plus frontalement. Peut-être parce qu'ils sont plus angoissés que leurs aînés par la tournure que va prendre leur futur : climat, retraite et, malgré l'embellie, un chômage de masse... Mieux vaut prévenir – consommer moins, épargner plus, investir main – que guérir !

Génération éveillée, mais aussi astucieuse. Merci Vinted et Leboncoin, où l'on aiguise au passage de nouvelles compétences digitales, commerciales, créatives... que les Z sauront marchander plus tard, cette fois sur le marché de l'emploi. Connaître la valeur des choses, mais aussi sa propre valeur et ne plus craindre de monter au créneau pour négocier son salaire (pour les plus diplômés qui peuvent se le permettre)... Après tout, on peut assumer vouloir à la fois une vie confortable et prévenir des lendemains qui déchantent.

Ce nouveau rapport à l'argent prend de plus en plus les allures d'une quête initiatique et ludique, à voir l'engouement de la nouvelle génération pour les nouveaux filons : des cryptos aux NFT en passant par les applis de trading. La finance n'est plus l'ennemi, mais une terre excitante à conquérir, à réinventer. Mais plutôt que de vous plonger dans une mare de billets, nous vous proposons une immersion dans les rapports ambivalents que la jeune génération entretient avec l'argent, sonnait et trébuchant ou totalement virtuel. Un voyage riche de trois étapes.

## 1 JE VEUX CONSOMMER MOINS... TOUT EN M'INVENTANT COMMERÇANT 2.0

Alignés en rang d'oignons, flocons d'avoine, butternut, confitures, laitages et autres mets s'exposent fièrement sur les étals. Bienvenue chez Roots, l'un des premiers magasins indépendants de produits bio, locaux et en vrac à Bruxelles. Son créateur, le Français Aurélien Amaz, a vu défiler entre 2015 et 2020 étudiants et jeunes adultes en quête d'une consommation plus responsable. « Je pense que c'est lié à une prise de conscience générale sur le climat et une recherche de sens plus globale, au-delà de bien s'alimenter », analyse le fondateur, devenu depuis coach pour entrepreneurs. Si le jeune trentenaire a vendu ses parts pour retourner dans sa Savoie natale, il reste très engagé et vient même de publier « Ouvrir son magasin bio-local - vrac », un guide destiné à aider les porteurs de projets.

Acheter mieux : c'est la tendance qui se dégage chez beaucoup de jeunes adultes, adeptes des Emmaüs et autres boutiques solidaires. Dans

## enquête

une étude de YouGov parue en 2020, les trois quarts des 18-34 ans disent que l'écoresponsabilité est une notion importante dans leur quotidien. Mais le prix, notamment, reste un frein important pour 37 % des Français (BCG).

La consommation responsable bat des records car elle permet le plus souvent de lier petit budget et responsabilité. Six étudiants sur dix souhaitaient acheter au moins un produit d'équipement bureautique d'occasion pour la rentrée 2021, selon un sondage (Ifop-Rakuten). La licorne française Back Market du reconditionnement d'appareils électroniques, qui vient de s'associer à Carrefour, affiche 5 millions de clients au premier semestre 2021, trois fois plus qu'en 2019. Au niveau mondial, le marché de la mode de seconde main est, lui, estimé entre 30 et 40 milliards de dollars et devrait croître de 15 à 20 % au cours des cinq prochaines années (BCG-Vestiaire Collective).

La nouvelle génération est en train d'opérer un changement majeur à travers sa consommation, estime Elodie Gentina, enseignante-chercheuse à l'école School of Management. L'autrice de plusieurs ouvrages sur la génération Z rappelle que « les jeunes sont très contradictoires : ils font attention à l'environnement et à la provenance des objets mais ont aussi besoin de se différencier, de se sentir uniques, ce qui va parfois de pair avec un certain matérialisme ».

« Tu ne le portes pas ? Vends-le »

Être responsable, oui, mais si l'on peut aussi se faire un peu de sous, c'est encore mieux. D'où le penchant naturel vers les plateformes numériques type Vinted, Etsy, Leboncoin, tantôt comme acheteur, tantôt comme vendeur.

Quentin, 25 ans, s'est inscrit sur Vinted au printemps 2020, après avoir vendu occasionnellement sur Leboncoin et eBay pendant plusieurs années. « Pendant le confinement, j'ai vu que pas mal de choses traînaient chez moi, que ce soient des livres ou des vêtements. J'ai tout mis en vente sur Vinted pour faire de la place, gagner un peu d'argent et, en même temps, leur offrir une seconde vie », raconte le jeune homme, qui finance ainsi de temps à autre des sorties, voire ses courses.

« Tu ne le portes pas ? Vends-le » : le slogan de Vinted a envahi les couloirs des métros et nos écrans de télévision. En quelques clics, on peut y vendre vêtements, chaussures, bijoux... Avec 45 millions de membres dans le monde, dont 17 millions en France, la start-up lituanienne a fait de l'Hexagone son premier marché. Un succès qui a inspiré youzard, le « Vinted du meuble », lancé il y a un peu plus d'un an en France, qui comptabilise 17.000 inscrits et dont un tiers des clients a moins de 30 ans.

C'est sur Etsy, plateforme de vente de créations artistiques, qu'Alexis, 22 ans, passe le plus clair de son temps. Il s'y est inscrit il y a trois ans. « Au début, je ne pensais pas me faire beaucoup d'argent, mais je pouvais fixer mes prix et tester le marché », raconte-t-il. De la promotion de ses dessins sur les réseaux sociaux à leur vente sur Etsy, Alexis s'est transformé en artiste entrepreneur grâce à la plateforme. Pour Elodie Gentina, le succès de ces plateformes est le signe d'une génération très entrepreneuriale, qui imagine et teste de nouveaux modèles économiques. « Depuis deux ans, je ne fais des cadeaux que sur la plateforme, cela permet de soutenir les petits créateurs », revendique Alexis.

Et la très jeune génération leur a déjà emboîté le pas. Dans une récente étude, la start-up Kard, qui propose des solutions de paiement pour les jeunes, explique que Vin-

ted représente pour 22 % des 10-18 ans leur seule source de revenus. Avec une moyenne de 25 euros gagnés par mois pour les utilisateurs, le commerce en ligne remplace peu à peu les baby-sittings et autres petits boulots.

Des plateformes qui s'utilisent comme un jeu d'enfant, adaptées à une génération née avec Internet. « En bon digital natives, ils savent comment faire de bonnes photos, optimiser les ventes, chatter, négocier... Ils maîtrisent parfaitement cette communication », abonde Elodie Gentina. Même constat pour la chercheuse Elodie Juge, qui voit également dans ces usages une nouvelle manière de « jouer à la marchande » et d'entreprendre : « Vinted est l'une des plus grandes écoles de commerce de France ! »

Mais pour autant, ces plateformes poussent-elles (vraiment) à une consommation plus raisonnée ? Pas sûr, selon cette docteure à l'université de Lille. « beaucoup de consommateurs vendent pour ensuite racheter, avec l'idée d'aller toujours plus vite. La motivation n'est pas d'être décroissant, ni d'aller plus lentement ». Sans oublier le chassé-croisé des envois postaux et des livraisons... qui n'est pas des plus vertueux pour la planète.

## 2 BIEN GAGNER SA VIE OU MIEUX LA VIVRE ?

« Il n'est plus tabou de dire qu'on a envie de gagner beaucoup d'argent pour le mettre au service d'un confort de vie », constate Nicole Prieur, philosophe et thérapeute familiale. Contrairement à leurs parents, les vingténaires et les trenténaires d'aujourd'hui auraient un rapport plus décomplexé à leurs finances.

« Pour de nombreux jeunes qui ont fait de longues études, souvent, les premiers salaires ne sont pas à la hauteur de leur espérance. Lors qu'on a peu d'argent, on est plus prompt à en parler et à s'y intéresser », constate Hélioise Bolle, fondatrice d'Oseille et Compagnie, une société de conseil en gestion de patrimoine. Le slogan affiché sur son site lit : « Pas la peine de gagner des mille et des cents pour construire un patrimoine solide ».

Il faut dire que le niveau de vie des jeunes, quel que soit leur niveau de diplôme, s'est dégradé ces dernières décennies. « Ils gagnent moins bien leur vie que leurs parents », remarque Camille Dupuy, maîtresse de conférences en sociologie du travail. Cinq ans après avoir quitté les bancs de l'école, les plus diplômés de 2010 percevaient un salaire mensuel médian de 2.410 euros, soit 220 euros de moins en comparaison avec les diplômés de 1997, indique la dernière enquête « Génération » du Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications).

Si les jeunes diplômés recherchent en priorité un emploi stable, la question de la négociation salariale arrive quelques années plus tard. « Le déclin se fait le plus souvent au moment où l'on se rend compte que l'on contribue à la performance et aux résultats de notre entreprise. On peut alors juger que cette dernière ne nous le rend pas assez », explique Stéphane Romano, chasseur de têtes. Sans oublier les changements de vie ou les projets que l'on veut financer : couple, enfant, déménagement. Qui a dit que les jeunes



Génération éveillée, mais aussi astucieuse, les « Z » assument vouloir à la fois une vie confortable et prévenir des lendemains qui déchantent. Ainsi, les 20-35 ans abordent ce sujet tabou qu'est l'argent de plus en plus frontalement.

étaient insouciantes ? « Je suis jeune, je n'aurais pas de retraite et je ne compte pas sur l'Etat », tranche Eloïse, une Bretonne de 36 ans, qui gagne 1.600 euros par mois. Pour assurer ses vieux jours et générer un complément de revenus, la jeune femme s'est lancée dans l'investissement local et est déjà propriétaire de deux biens.

Ce mode d'investissement a le vent en poupe auprès des jeunes actifs, qui investissent dans de petites surfaces. En témoigne la pléthore d'offres de start-up.

« La hausse des prix de l'immobilier dans les grandes métropoles empêche les jeunes actifs d'acquérir une résidence principale à la hauteur de leurs attentes », constate Nicolas Billet, directeur immobilier de l'Union financière de France. C'est souvent pour les urbains la seule manière d'investir dans la pierre, qui occupe toujours une place de choix dans le cœur des Français. « C'est une marque de réussite sociale. Et cela permet de se constituer une épargne, de construire un patrimoine et de sécuriser sa famille », ajoute l'expert.

**Du temps, le nouveau luxe ?** L'argent utile plutôt que l'argent bling-bling ? « Le grand luxe aujourd'hui, c'est plutôt de pouvoir afficher ses passions, notamment sur Instagram, et de pouvoir y consacrer du temps », nous confiait Rémy Oudghiri, sociologue, directeur général adjoint de Sociovision en septembre 2020 dans un dossier consacré aux nouveaux symboles de la réussite.

Avoir du temps pour soi, c'est pouvoir ralentir. Semaine de quatre

jours, voire de vingt heures pour les plus audacieux, temps partiel choisi et même le « early retirement », cette (micro) tendance venue des Etats-Unis qui consiste à partir à la retraite à 30 ou 40 ans en ayant un mode de vie très frugal pendant dix-quinze ans ou vingt ans pour en profiter ensuite... autant de sujets qui trouvent un vif intérêt de la part d'une frange très diplômée de la jeunesse. Même si, dans les faits, peu peuvent

aujourd'hui mettre ce plan à exécution (à l'exception de quelques métiers très bien rémunérés ou en tension), les entreprises commencent à sentir le vent tourner... sans vraiment savoir quoi faire.

« La recherche d'un meilleur équilibre entre vie perso et vie pro est devenu incontournable. Les périodes de confinement ont accéléré le phénomène », constate Stéphane Romano, le recruteur. J'ai nombre de clients plus âgés qui me disent combien ils ont du mal à arrimer leurs jeunes collaborateurs et à les convaincre de l'importance de beaucoup s'investir en début de carrière. »

Force est de constater que le temps de travail des cadres n'a que légèrement baissé depuis les années 1970 : en moyenne de 75 heures par an sur la période, pour s'établir à 1.850 heures annuelles, note l'Insee. Par comparaison, la baisse est de 250 heures pour l'ensemble des salariés à temps complet.

Reste une dernière boussole qui prend de l'ampleur et redéfinit la valeur du travail. Au-delà de l'aspect pécuniaire ou du temps, celui du sens et de la socialisation. « De nombreux diplômés, déçus des rapports humains au sein du monde de l'entreprise, choisissent d'aller dans l'associatif », ajoute Camille Dupuy. Et ceux qui ont le plus souffert de l'isolement au travail durant la crise sanitaire ont été les plus jeunes. Pour eux, le travail est bien plus qu'un salaire. » Selon une enquête du BCG menée auprès d'étudiants et diplômés de grandes écoles, sept interrogés sur dix aimeraient travailler ou faire un stage dans le secteur de l'économie sociale et soli-

taire (ESS). Les diplômés sont prêts à des baisses substantielles pour décrocher un job dans l'ESS : trois quarts des sondés seraient prêts à abandonner 11 % de leur rémunération. De l'autre côté, les alumni interrogés indiquent que les bas salaires sont un frein pour intégrer le secteur... Et les salariés de l'ESS sont pour moitié insatisfaits de leur rémunération. Vivre de sens et de l'air frais... enfin, pas trop non plus.

## 3 PAS DE CULTURE FINANCIÈRE ? ET SI ON EN CRÉAIT UNE AUTRE...

La pandémie a accentué ou provoqué chez certains une crise de sens, mais elle a aussi permis à une majorité de jeunes de remplir leur bas de laine !

Aux Etats-Unis, 65 % des 18-39 ans estiment que la crise a eu un impact positif sur leurs finances en évitant la surconsommation, selon une récente étude réalisée par le site spécialisé Money Under 30. Sur tout, cette génération se dit prête à investir cette épargne, maintenant

et sur les marchés. Ce qui est plus nouveau, estiment les auteurs de l'étude, surtout dans une année boursière chahutée. En 2020, 400.000 nouveaux investisseurs ont fait leurs premiers pas en Bourse, selon l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Cette appétence s'illustre par le succès des applications de trading, à l'instar de Robinhood, qui compte environ 22 millions d'aficionados outre-Manche. Le phénomène gagne progressivement le Vieux Continent (voir page 8). La fintech française Lydia, qui touche 30 % des 18-30 ans, a annoncé le 22 novembre se lancer dans le trading. Ses 5,5 millions d'utilisateurs pourront désormais acheter et vendre des actions, ETF, métaux précieux et surtout des cryptomonnaies. « Aux Etats-Unis, près de la moitié des millennials ont de la crypto. La même chose va arriver en Europe », a confié aux « Echos » Cyril Chiche, patron de Lydia. Selon le rapport de crypto.com publié en juillet 2021, le nombre d'utilisateurs a doublé en six mois et, sur la même période, le bitcoin a vu son cours augmenter de 25 %.

**L'essor des NFT**

Charlie, 22 ans, fait partie des récents initiés. En janvier 2021, son premier salaire d'infographiste 3D en poche, il se tourne vers les cryptomonnaies, mais pas seulement pour l'argent : « Ca m'intéresse de comprendre le fonctionnement de la blockchain derrière les cryptomonnaies et les solutions que celle-ci apportera dans le futur. » Sur les conseils d'un ami investisseur, le jeune diplômé a misé sur le bitcoin et l'etherium, les deux monnaies les plus répandues. Parti avec 2.500 euros, son portefeuille en affiche aujourd'hui 3.500.

Comme pour les jeux vidéo dont Charlie est fan, la blockchain regorge de règles à assimiler et à partager entre amis. C'est encore plus flagrant pour les NFT (non-fungible tokens), ces objets virtuels uniques revendus des milliers d'euros avec leur certificat d'authenticité. Basés sur la blockchain, ces perles rares prennent des formes bien identifiables sur Internet : dessins, monnaies, œuvres de musique, photos ou créations d'art en tout genre... Récemment, Booba a par exemple publié un morceau exclusif réservé aux propriétaires de ses NFT. Charles, 25 ans avait déjà un pied dans l'investissement en Bourse avant de se tourner vers les NFT : « J'ai investi sur des projets dans lesquels je crois et qui sont suivis par beaucoup de personnes sur Discord et Twitter. Je dirais que c'est un peu un monde de "rich geeks" entre 20 et 30 ans, qui sont prêts à dépenser des milliers d'euros pour une image. »

Pour sa part, Charlie a même fait une bonne affaire grâce à Discord : « Des mecs disaient qu'on pouvait avoir des pulls Karl Lagerfeld en NFT gratuitement en se positionnant en premier. J'ai réussi à en avoir cinq. On veut toujours être le premier sur chaque projet. » Cet aspect collaboratif a bouleversé le rapport des jeunes à l'argent, analyse Elodie Gentina. « L'argent est important, mais pas primordial. Ce qui importe, ce n'est pas de posséder mais plutôt de partager ce que l'on est au monde, sur les réseaux sociaux », précise-t-elle, allant jusqu'à qualifier cette génération de « post-matérialiste ».

C'est aussi sur les réseaux sociaux que les jeunes s'initient, avec les influenceurs les plus en vogue. En France, Clément Youdec comptabilise par exemple plus de 250.000 abonnés sur TikTok. Il y partage ses connaissances sur les cryptomonnaies, les NFT et propose une formation payante pour « décrypter son QI financier ». Aux États-Unis, 41 % des jeunes de la

Gen Z (ceux nés après 1995) déclarent avoir eu recours à TikTok pour accéder à de l'information financière en décembre 2020, selon une étude publiée par LendingTree en janvier 2021. Jusqu'à atteindre des personnes de plus en plus jeunes.

En septembre 2021, Benjamin Ahmed, âgé de 12 ans, a gagné plus de 300.000 euros en vendant ses NFT, des dessins de baleines uniques inspirés de Minecraft qui répondent au nom de Weird Whales. Un besoin d'instantanéité, résume Elodie Gentina : « Cette génération veut gérer son argent de la même manière qu'elle commande un Uber, en un clic. Mais si les jeunes sont très bons pour trouver rapidement une information, celle-ci n'est pas toujours vérifiée. »

Or les (jeunes) Français ne se distinguent pas particulièrement par leur éducation financière. Plus de trois quarts des Français estiment avoir un niveau de connaissance insuffisant sur les questions financières, selon la Banque de France. Et près d'un jeune de plus de 15 ans sur cinq « n'atteignait pas le niveau de compétence de base en culture financière », pointait l'étude Pisa de l'OCDE sur cette question, parue en 2014. Depuis, la France n'a plus souhaité se soumettre à l'évaluation du volet « éducation financière ».

Cette méconnaissance, « c'est l'une des raisons majeures qui empêche d'investir. Pourtant, plus qu'un apprentissage théorique, cette connaissance s'acquiert en pratiquant », constate Thomas Perret, fondateur de Mon Petit Placement, une appli qui démocratise l'investissement financier et vient de lever 6 millions d'euros. « Une personne ayant déjà plusieurs investissements à son actif sera plus à même d'adopter le bon comportement sur les marchés. » C'est aussi ce que constate Yoann Lopez, qui a créé la newsletter Snowball, un guide pour mieux gérer ses finances personnelles et investir. Suivie par 18.000 personnes, la newsletter convainc majoritairement des jeunes entre 25 et 35 ans et 80 % d'hommes.

« Micro-rites d'expériences à risque »

« Ils n'ont pas forcément d'argent à investir maintenant. Certains s'informent pour l'avenir ou commencent par une petite épargne de 50 euros. L'investissement, ce n'est pas un sprint mais un marathon. Plus on a d'années derrière soi, plus vite on arrivera à l'indépendance financière », analyse le fondateur. Et cet apprentissage peut commencer très jeune, bien avant son premier salaire, en maîtrisant son budget et en épargnant. Selon un sondage réalisé par Jam en 2020, 67 % des 15-25 ans déclarent économiser et trois sur quatre disent faire leurs comptes régulièrement. Ninon, 24 ans, a d'ailleurs choisi l'application Bankin' lorsqu'elle était encore étudiante et en difficulté financière : « Ça ne m'a pas permis d'économiser beaucoup, mais ça a surtout diminué mon anxiété. Finalement, c'est devenu marrant de gérer mon budget car je peux facilement voir où je dépense mon argent et si je suis dans les clous, grâce aux schémas. »

Du ludique grâce aux applis, mais aussi un nouveau marqueur identitaire et parfois un rite de passage vers l'âge adulte, estime Elodie Gentina. « Avant, on avait des étapes très établies pour passer du statut de l'adolescent à l'âge adulte, comme le service militaire ou le mariage. Aujourd'hui, l'adolescent se construit des micro-rites d'expériences à risque, axes souvent sur la consommation. Parmi eux, on peut trouver l'investissement financier, notamment les cryptomonnaies. » Et tant pis si le bitcoin et autres cryptomonnaies sont très gourdains en énergie. Investir écolo, c'est la cerise sur le portefeuille. ■



LA TRIBUNE  
de Saskia Fiszal

## Les économies de bouts de chandelle peuvent-elles rendre riche ?

Cela n'a jamais fait de mal à personne de mettre ses finances à plat et de stopper les dépenses superflues : l'abonnement cinéma qu'on n'utilise pas, celui de la salle de sport où on ne va plus, les courses en VTC... à chacun sa technique pour avoir l'impression d'épargner plus. Pour se constituer un patrimoine solide, il est évidemment plus sain de sacrifier le superflu avant de tailler dans l'essentiel.

Mais les ruisseaux ne font pas les rivières. Nos parents arrivaient à alimenter leur épargne en limitant leur consommation, et les taux d'intérêt élevés faisaient le reste. Nous avons tous vu les courbes montrant la prétendue magie des intérêts composés (les intérêts sur une période sont réinvestis au capital, qui produit à son tour plus d'intérêts, etc.). Ou comment devenir riche en mettant un peu de côté chaque mois. Mais ce qui était vrai quand les taux d'intérêt approchaient des 10 % ne l'est plus aujourd'hui : avec une inflation supérieure au taux du Livret A, chaque euro économisé aujourd'hui vaudra moins l'année prochaine. Les petites économies sont donc un moyen de constituer un coussin de sécurité pour les coups durs, mais plus une route sérieuse vers la construction de patrimoine.

### Cap sur la propriété

Les épargnants ont beau rogner sur ce qu'ils peuvent, toute leur peine sera bien vaine s'ils n'optimisent pas leur principal poste de dépense : le loyer, qui mobilise, en moyenne, 40 % de leurs revenus - 30 % partent dans les impôts, 20 % dans l'alimentation et seulement 10 % dans les loisirs. Inutile donc de se priver de restaurant pour économiser : même en divisant par deux les dépenses de loisirs, ils économiseraient à peine 5 % de leur salaire. Le meilleur moyen de se constituer une épargne solide reste d'acheter sa résidence principale. Les loyers deviennent alors des mensualités de crédit qui alimentent le patrimoine en cours de constitution. La bonne nouvelle, c'est que, malgré le durcissement des conditions d'accès au crédit immobilier, le contexte s'y prête plus que jamais. Les taux d'intérêt étant toujours très bas. Dès lors qu'il peut se projeter durant au moins trois à quatre ans au même endroit, un locataire a intérêt à franchir le pas et devenir propriétaire. Si sa situation change, par exemple si la famille s'agrandit, la revente de ce premier bien fournira l'apport de l'appartement suivant. En somme, on peut voir la résidence principale comme une tirelire géante où on verse tous les mois de l'argent, plutôt que d'alimenter la tirelire de son propriétaire.

Saskia Fiszal, directrice générale de la start-up Virgil.



En plus de la tech, les métiers de la finance (en partie à cause du Brexit), les commerciaux, les fonctions IT et, bien sûr, certains consultants sont concernés par cette flambée des salaires. Photo iStock

# Ces salariés ne pensaient pas gagner autant, aussi vite

**TÉMOIGNAGES** Cent mille euros à 30 ans, la somme sonne comme un jackpot, mais il s'agit du salaire annuel de ces trentenaires. Ils ont accepté de nous raconter, sans gêne ni suffisance, ce que ces méga-rémunérations représentaient à leurs yeux.

Florent Vairet  
@florentvairet

Plus de 18.000.000 par an. Soufflez, le chiffre n'est pas en euros mais en dollars hongkongais ! Mais tout de même : Eric, jeune directeur des opérations d'un fonds de gestion d'actifs nouvellement créé dans l'enclave chinoise, gagne la rondelette somme de 200.000 équivalents euros en brut annuel. Avec ce salaire, le tout juste trentenaire vient d'acheter un deux-pièces dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, destiné à la location. « J'ai aussi acheté une voiture neuve à un proche pour son anniversaire. »

Cédric, 31 ans, vient, lui, de s'offrir un bien de plus de 1 million d'euros dans la capitale. Il émarge à 120.000 euros brut, auxquels il faut ajouter 25.000 euros d'actions par an pendant quatre ans. Ce diplômé de Centrale Supélec ne pensait pas gagner autant... aussi vite. Il reconnaît volontiers qu'une bonne rémunération faisait partie de ses critères à la sortie de son école d'ingénieurs, mais il pensait « atteindre ce niveau en fin de carrière », confie-t-il.

Selon les études, les diplômés de Centrale Supélec affichent un salaire brut de première embauche de 51.000 euros, mais Cédric ne se rendait pas compte que c'était une moyenne et que, en dehors du parcours classique d'ingénieur, il existait des métiers beaucoup plus rémunérateurs. Lui a justement fait le choix de travailler dans la data, en tant que responsable de l'analytique pour une start-up spécialisée en intelligence artificielle.

### La contrepartie de telles rémunérations

Et gagner autant, aussi vite, pose rapidement une question : que faire de ce butin ? Eric l'assure, ce n'est pas un stress de s'en occuper, c'est « même un plaisir ». « Je n'ai pas d'objectif de rentabilité sur mes finances personnelles, affirme le jeune homme, qui se reconnaît plus

dans la Cigale que dans la Fourmi. Et puis un tel salaire permet de la fois de bien vivre et de mettre assez de côté pour préparer l'avenir. »

Le luxe, c'est aussi de ne pas se préoccuper de ses finances. Cédric dit ne pas optimiser son épargne, pour éviter le stress. Quoique... le montant d'impôt qu'il paie commence à le préoccuper. « Deux mille euros par mois, ça commence à faire beaucoup, même si je préfère bien sûr être dans la situation de beaucoup en payer. » Il s'intéresse à optimiser sa fiscalité mais dit ne pas gagner assez pour construire des montages - légaux - intéressants. « Les très riches ont accès à des schémas d'optimisation en plaçant des sommes importantes sans que ça impacte leur niveau de vie. Résultat : dans ma situation, je me trouve dans la catégorie qui paie le plus d'impôts. »

Ce niveau de rémunération va généralement de pair avec un niveau d'engagement intense.

Ce niveau de rémunération va généralement de pair avec un niveau d'engagement intense. Les banquiers ou les avocats d'affaires, par exemple, sont connus pour ne pas compter leur temps de travail, avec des pics à 75 ou 80 heures par semaine. Eva, 31 ans, consultante en cybersécurité, elle aussi avec un salaire brut à six chiffres, a bien connu ce rythme à l'époque où elle travaillait dans un cabinet de conseil. « Je gagnais déjà bien ma vie, mais je n'étais pas forcément heureuse. » Elle pointe les horaires étendus mais aussi une hiérarchie parfois « compliquée ».

Elle a depuis démissionné pour faire... le même métier, chez les mêmes clients, et avec un salaire brut plus important de 60 %. L'astuce : le freelancing en passant par du portage salarial. « J'ai désormais un rythme de salariée lambda, et non plus de consultante. Je travaille tout de même entre 50 et

55 heures par semaine. » Elle chérit sa « vie à côté » retrouvée et surtout son autonomie : elle choisit quand elle travaille. Elle est payée au jour facturé. Donc rien pendant les vacances.

Eric, le centralien, ne se sent pas non plus accablé par la charge de travail. « En revanche, j'endosse des responsabilités importantes : en plus d'être au comex, je porte l'ensemble de la structure, qui gère 500 millions d'euros d'encours pour le compte d'assureurs français. Je dois rester tout le temps joignable, et je sais que si ça se passait mal, je serais vite remplacé. »

### Mérite-t-on un si gros salaire ?

La pression et les responsabilités expliquent leur salaire à six chiffres. Mais celui-ci se justifie-t-il aux yeux

de la société ? « Honnêtement, je ne sais pas, lâche Cédric. Je n'ai pas l'impression de faire des choses si spéciales pour le mériter, mis à part d'avoir bien réussi à l'école et d'avoir pu décrocher ce job. »

Eva est plus pragmatique. « C'est le marché qui me valorise à ce prix-là. » Et d'ajouter : « Bien sûr, je ne me compare pas au paysan qui n'a pas de vacances et qui bosse 80 heures par semaine pour quelques centaines d'euros. Par rapport à lui, c'est sûrement trop... », consent-elle.

« Mon salaire peut paraître indécemment, mais pour le milieu dans lequel je vis et le coût de la vie à Paris, il ne l'est pas », assure Cédric. Toutefois, le jeune a conscience d'évoluer dans une bulle parisienne de jeunes (très) bien diplômés, « un peu décorrelée » de la réalité de la plupart des Français.

Lui vient d'une famille modeste et a eu à cœur de réussir à l'école. « Quand j'ai commencé à travailler, ma priorité a été de mettre de l'argent de côté pour anticiper la moindre galère. »

### Quid de la suite après un tel salaire ?

Contrairement à ses nouvelles fréquentations, sa famille possède peu de biens immobiliers. « Aujourd'hui, je comprends que le patrimoine peut compter beaucoup plus que le salaire dans le niveau de vie. Mes amis qui ont des familles très riches se soucient moins de leur salaire. » L'un d'entre eux s'est par exemple vu offrir par ses parents un appartement de 200 mètres carrés à Paris. « Même avec mon salaire très important, je ne pourrai pas me le permettre. »

Quelle suite envisager quand on gagne de tels salaires à 30 ans ? Le diplômé de Centrale Supélec n'a pas pendant de plans. « Je me dis qu'en continuant mon parcours, d'ici cinq à dix ans, j'aurais doublé mon salaire. »

Et il n'a sûrement pas tort. Sous le double effet de la reprise économique et de la pénurie de compétences dans son domaine (la data), les boîtes se sont lancées dans « une course à l'échalote sur les salaires »,

assure Stéphane Romano, chasseur de têtes chez Cala Partners. Le recruteur observe tous les jours les entreprises en train de se piquer les meilleurs talents, lesquels ne manquent pas de renégocier leur salaire à chaque nouveau contrat. « Sans parler des salariés qui candidatent à l'extérieur pour faire monter les enchères en interne », ajoute-t-il.

« A cela, il faut ajouter que le marché devient de plus en plus continental, voire mondial, observe Stéphane Romano. Ce qui pousse certaines entreprises installées à Paris à s'allier sur des salaires zurichois ou londoniens pour rester dans la course. »

Cette inflation salariale s'observe surtout chez les licornes, qui recrutent à tour de bras grâce à un large accès au financement.

Cette inflation salariale s'observe surtout chez les licornes, qui recrutent à tour de bras grâce à un large accès au financement. Et dans cette guerre des talents, elles doivent affronter les Gafam, « capables de mettre facilement 100.000 euros sur la table pour débaucher un profil précis », assure le chasseur de têtes.

En plus de la tech, sont concernés par cette flambée des salaires les métiers de la finance (en partie à cause du Brexit), les commerciaux, les fonctions IT et, bien sûr, certains consultants. BCG, McKinsey, Bain, Roland Berger ou encore Oliver Wyman sont les cabinets les plus connus - et les plus rémunérateurs. « Dans les cabinets de conseil de second rang, il faudra attendre quelques années après la trentaine pour atteindre 100.000 bruts annuels. » Et le recruteur d'ajouter : « Mais en fusions-acquisitions, les jeunes trentenaires signent même des salaires de 200.000 euros, bonus compris. » Pour lui, l'inflation salariale sur ces profils ne devrait pas se calmer, du moins pas avant un an. ■



## UNE PROPOSITION

### Exonéré d'impôts jusqu'à 30 ans

A 31 ans, Cédric (voir article) qui paye 2.000 euros d'impôts par mois et qui cherche à optimiser sa fiscalité serait déjà trop vieux pour bénéficier de la proposition de Marine Le Pen. La candidate du RN à l'élection présidentielle propose d'exonérer d'impôt sur le revenu tous les jeunes jusqu'à 30 ans pendant une durée de cinq ans. De même, les personnes dans cette classe d'âge qui créent leur entreprise seront exonérées d'impôt sur les sociétés. Objectifs affichés : que les jeunes « restent en France ».

# Des augmentations de plus de 10 % en restant dans son entreprise

**TENDANCE** La reprise conjuguée à la pénurie de compétences forment un contexte favorable à certains salariés. Pour eux, pas besoin de rejoindre une autre entreprise pour faire un saut de salaire : certains négocient des augmentations à deux chiffres tout en restant dans la même boîte.

Florent Vairet  
@florentvairet

Carburant, fruits et légumes, électricité, gaz, prix du fret, tout est en hausse. Même les abonnements Netflix ont gonflé de 1 à 2 euros en octobre dernier. Et les profits du CAC 40 suivent la même tendance : les publications du premier semestre 2021 font état d'un montant record de 57 milliards d'euros de profits. Dans cet environnement haussier, quid des salaires ? « Les salariés du privé attendent, après deux ans d'efforts, leur juste récompense », a déclaré, ce 15 novembre sur RTL, Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef.

Selon l'étude du cabinet Deloitte sur la rémunération publiée en septembre, 45 % des salariés n'ont pas eu d'augmentation en 2021 et près de 30 % ont vu leur rémunération progresser de moins de 2 %... soit moins que l'inflation estimée par l'Insee en octobre, sur une année glissante, à 2,6 % (contre pour 0,5 % pour 2020). Pour toutes ces raisons, le débat sur l'augmentation des salaires s'intensifie. Certaines entreprises semblent l'avoir déjà pris en compte. Selon le cabinet People Base CBM, qui conseille les entreprises sur leur politique de rémunération, les salaires devraient augmenter en moyenne de 2,4 % en 2022. Et selon un sondage de l'Association nationale des DRH, 46 % des répondants envisagent dans les prochains mois des évolutions dans leur politique de rémunération : mise en place d'accords d'intéressement, de critères de performance et valorisation des bas salaires.

## De 20 à 25 % par an pour les meilleurs

Avec la reprise économique, ces chiffres devraient être supérieurs dans des secteurs où les compétences sont rares. Zurich France, un assureur d'entreprises, n'hésite pas à octroyer des augmentations de plus de 10 % au moment de retenir des salariés « clés », dont le départ engendrerait des difficultés. « Il s'agit de jeunes cadres que nous

avons formés, qu'il serait dommage de voir partir pour des raisons de salaire », précise Ouly Sané, DRH de l'entreprise.

La population la plus concernée par cette politique de rattrapage est celle de techniciens en souscription, ceux qui évaluent la prime d'assurance en fonction du risque encouru par le client. Ce sont ces meilleurs profils que les assureurs se piquent et se repiquent. « Le nombre de bons souscripteurs est restreint et tous connus par les acteurs du marché », confie Ouly Sané, qui déplore cette inflation salariale, avec des hausses pouvant atteindre de 20 à 25 % par an.

## Pour décrocher leurs augmentations, certains vont plus loin que la simple réclamation et feignent le départ pour la concurrence.

Hervé (le prénom a été modifié), 27 ans, travaille pour le cabinet de conseil Artefact, spécialisé dans la transformation des données. La structure emploie des consultants mais aussi des data scientists, des ingénieurs, et pour faire face aux tensions sur le marché, elle a dû rehausser toute la grille. Hervé a pu en bénéficier, avec un surplus de 5.000 euros brut par an. Il a aussi décroché une augmentation grâce à son passage de grade. En tout, 40 % en plus sur un an. « Ça permet de voir les choses différemment, de prétendre à acheter un appartement plus grand », confie le jeune homme.

Sans aller jusqu'à ces augmentations spectaculaires, la reprise se montre porteuse pour toute une partie des salariés. « Sur les marchés pénuriques, les augmentations atteignent facilement 10, voire 15 % par an », assure Stéphane Romano, chasseur de têtes pour Cala Partners. Cela concerne les profils tech, commerciaux, les métiers du digi-

tal et la chaîne logistique, de la cybersécurité et la maintenance industrielle mais aussi les recruteurs (qui dit reprise, dit besoin de recruter).

« Ces augmentations à deux chiffres sont surtout fréquentes dans les jeunes entreprises », commente Virgile Raingeard, fondateur de Figures, une start-up qui analyse et consolide les salaires de ses clients pour mettre en évidence qui est sous-payé (ou surpayé). Et d'ajouter : « Plus la start-up est jeune, plus les budgets dédiés aux augmentations de salaires sont élevés. Lors des premières levées de fonds, elles sont de 8 à 10 % en moyenne ! »

## Grille de rémunération publique

Autre contexte favorable à l'augmentation des salaires : la transparence. Même si le sujet reste encore tabou, de plus en plus d'entreprises rendent publique leur grille de rémunération. « Il n'est plus rare qu'un salarié dise par exemple à son management : "Je suis allé voir la grille d'Alan [une entreprise qui a dévoilé ses salaires, NDLR] et je suis sous-payé." Les écarts de salaires, jusqu'à présent masqués, se découvrent peu à peu, et les entreprises sont sous pression », observe Virgile Raingeard, pour qui la fin progressive de l'asymétrie d'informations sur les salaires bénéficie exclusivement aux salariés. « Plus ils ont d'infos, plus ils sont à même de négocier. »

Et pour décrocher leurs augmentations, certains vont plus loin que la simple réclamation et feignent le départ pour la concurrence. Ils passent quelques entretiens et reviennent avec une proposition de salaire plus alléchante. S'ils savent leur hiérarchie satisfaite de leurs performances, ils savent qu'elle ne devrait pas les laisser partir avec le risque de peiner à les remplacer. « La jeune génération a beaucoup recours à cette stratégie », confirme Stéphane Romano, qui déplore cette tactique de négociation qui peut laisser des traces dans la confiance entre l'employeur et le salarié. ■



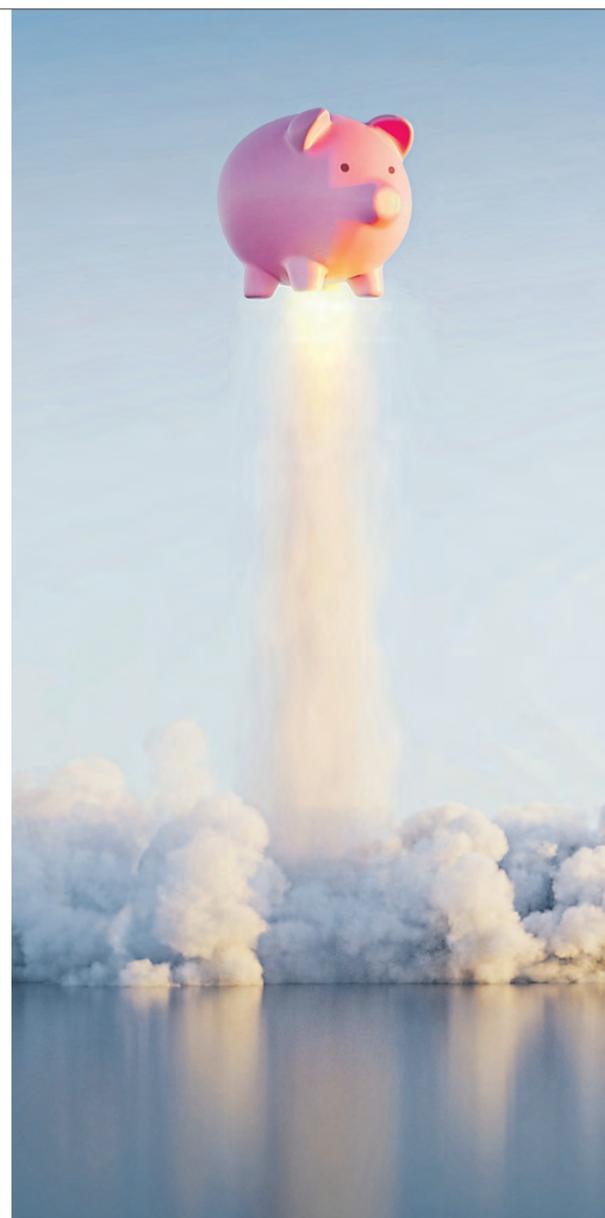
## LE CHIFFRE

# 12 %

C'est l'augmentation moyenne des salaires dans l'IT cette année, selon le cabinet de recrutement Aravati.

Trois profils seront particulièrement recherchés en 2022 :

- DevOps
- Ingénieurs Cloud Computing/Architectes Cloud
- Experts en cybersécurité, notamment les gestionnaires des risques et de la conformité.



Les augmentations à deux chiffres sont surtout fréquentes dans les jeunes entreprises. Photo iStock

PROPOSÉ PAR

MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUES

Direction interministérielle du numérique

## Créer le service public de demain : l'État recrute !

La direction interministérielle du numérique (DINUM), sous l'autorité du ministère de la Transformation et de la Fonction publiques, lance le Forum de l'emploi tech de l'État : 300 postes d'experts dans le numérique sont à pourvoir. Rencontre avec Soraya Saa, cheffe de la mission Talents du programme TECH.GOUV.

### Qu'est-ce que le Forum de l'emploi tech de l'État ?

Il s'agit d'un forum pour tous les experts du numérique du secteur public comme du privé. Cette année 30 services recruteurs dans plus de 25 administrations issues de la fonction publique d'État et de collectivités territoriales proposeront plus de 300 postes à pourvoir dans toute la France.



outils numériques dédiés aux agents dont Tchap, la messagerie instantanée de l'État, est un exemple. Les domaines d'intervention sont multiples avec un enjeu très fort de créer le service public de demain pour les citoyens, agents publics et entreprises.

### De quels profils avez-vous besoin pour ces missions ?

Nous avons des besoins dans tous les métiers du numérique : développeurs, experts d'architecture, data scientist, designers UX, experts réseaux... avec des niveaux de compétences variés. Pour certains, nous recherchons des juniors, pour d'autres, une expertise confirmée. Nous envisageons également des carrières en mobilité, afin de découvrir plusieurs domaines, de passer d'un employeur public à l'autre, voire de retourner dans le privé... avec une ligne prestigieuse sur le CV !

### Quels seront les moments forts de cet événement ?

Du 29 novembre au 15 décembre 2021, les participants pourront consulter les offres d'emploi, prendre RDV avec les recruteurs pour des entretiens et participer à des conférences pour explorer la culture tech de l'État. Le 16 décembre 2021 à Paris, un forum physique permettra de prolonger ces échanges.

### À quels défis de transformation numérique les candidats recrutés seront-ils confrontés ?

Les talents que nous recruterons auront à gérer des projets d'envergure qui ont du sens et un véritable impact dans le quotidien des citoyens. Les services numériques de l'État traitent de sujets variés : identité numérique via FranceConnect, design et accessibilité via la dématérialisation des 250 démarches administratives les plus utilisées par les Français, sujets liés à la donnée, Startup d'État pour répondre aux problèmes des citoyens, green tech ou encore

### Faut-il passer un concours de la fonction publique pour accéder à ces postes ?

Pas nécessairement, nous recrutons aussi bien des fonctionnaires que des agents sous contrat, c'est-à-dire des agents qui ne passent pas les concours de la fonction publique, mais qui s'engagent pour accompagner l'État pendant quelques années ou davantage. Le processus de recrutement est plutôt simple puisqu'équivalent aux processus du privé, voire simplifié, avec une sélection sur dossier puis un entretien unique.

Inscriptions obligatoires et dates limitées : [numerique.gouv.fr/forum-emploi](https://numerique.gouv.fr/forum-emploi)  
Découvrir le témoignage d'agents publics du numérique : [dailymotion.com/dinum/playlists](https://dailymotion.com/dinum/playlists)  
Suivre la direction interministérielle du numérique sur [LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/dinum)

imaginE  
BRAND STUDIO



## A LIRE SUR LESECHOSSTART.FR

Nous entretenons chacun un rapport particulier à l'argent et à la réussite. A relire, « Ce jour où je me suis senti.e riche », notre série de 4 portraits de personnes qui évoquent la richesse sous un autre angle.

### Bienvenue en Corrèze

Jonathan habite avec sa femme et leurs deux filles dans une cabane en forêt. « Je voulais faire des week-ends à New York, je mangeais tout le temps au fast-food, je brûlais mon argent dans des boîtes... »

### Direction l'Essonne

C'est dans ce département qu'habite Maëlle, étudiante et salariée au McDo. « J'ai appris la valeur de l'argent. [...] Il y a une fierté et celle-ci est d'autant plus forte quand tu exerces un travail éprouvant. »

### Rencontre à Aulnay-sous-Bois

Rencontre avec Mona à Aulnay-sous-Bois. Après plusieurs années dans la mode, elle s'est reconvertie dans la plomberie. Un secteur rarement symbole de réussite, qui ne connaît pourtant pas la crise et lui permet d'être indépendante.

### Dans le 17<sup>e</sup> arrondissement

Romain, manager en audit dans un grand cabinet depuis près de dix ans, habite le 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris. « Je trouve qu'on bossait plus avant que maintenant. Aujourd'hui, je ne me vois plus dire à mes équipes de faire des nocturnes. »



S'il est hors de question de mettre intégralement leur argent en commun, les couples dans leur ensemble restent ouverts à la notion du compte joint pour gérer les dépenses communes. Photo Getty Images

# Chez les jeunes couples, la célébration du chacun pour soi

**COULISSES** Salaire, partage des dépenses, contrat de mariage... La question de l'argent est à la fois un pilier et une pomme de discorde pour la plupart des couples. Chez les plus jeunes, les comptes séparés font les bons amants.

Camille Wong  
@wg\_camille

**A**rthur\*, 25 ans, prévient : « Nos amis nous prennent pour des fous. » En couple depuis trois ans et demi, il conserve avec son compagnon, d'un an son aîné, tous (vraiment tous) les tickets de caisse de chaque dépense commune. A la fin du mois, le couple fait des comptes d'apothicaire : il reporte tout dans un tableau Excel, avant de réaliser le chassé-croisé des virements bancaires. Les deux se sont bien trouvés. « Nous sommes chacun proches de notre argent. Chaque centime accumulé, cela fait beaucoup au final », estime Arthur. Et puis l'un télétravaille, l'autre non. Donc l'un consomme plus à la maison (électricité, nourriture...). Ils ont alors calculé un « forfait télétravail » de 3 euros par jour, à déduire des remboursements. De même, lorsque l'un est absent du foyer durant plusieurs jours.

Si les bons comptes font les bons amis, c'est encore plus vrai au sein de leur relation amoureuse. On n'est plus dans le mythe du « toi et moi, on ne fait qu'un », explique Nicole Prieur, philosophe et thérapeute familiale. Chez les plus jeunes, le couple est un lieu où chacun doit pouvoir exprimer sa singularité et garder son autonomie. »

## Séparation de biens

Les formes d'engagement changent, elles aussi. Quand plus d'un mariage sur trois se termine en divorce en France, les jeunes générations ont de plus en plus conscience qu'« amour » ne rime pas forcément avec « toujours ». En clair, chacun garde ses sous.

« Je vois défiler de plus en plus de jeunes, classe moyenne ou classe supérieure, dans mon bureau avant de se marier », explique un notaire des Hauts-de-France. En 2010, dernier chiffre disponible, 15 % des jeunes couples mariés optaient pour un contrat de séparation de biens. C'est cinq points de plus que la moyenne. Au global, la tendance est nette : +64 % en près de vingt ans. Dans ce régime matrimonial, tout

bien acquis est réputé être la propriété de celui qui l'a acheté, comme dans le pacs ou l'union libre, qui de facto sépare les biens. À l'inverse du régime de la communauté réduite aux acquêts, qui s'applique par défaut aux mariés, selon lequel tous les biens acquis pendant le mariage (et les dettes) appartiennent pour moitié aux deux partenaires.

Avant ses noces, célébrées cet été, Sophie\* a poussé la porte d'un office. « Le notaire a regardé en fonction de nos situations respectives et nous a conseillé la séparation de biens. C'est plus simple si c'est lui qui règle ces questions, explique ce qu'il faut faire, plutôt que de gérer ce genre de sujet pas forcément agréable, seuls », confie la jeune femme de 28 ans, en train de monter son entreprise. Son compagnon, lui, est comptable.

## Si les bons comptes font les bons amis, c'est encore plus vrai au sein de la relation amoureuse.

Reste la grande interrogation, sujet de débats dans tous les couples : le partage à 50/50 des dépenses ou à la proportionnelle, au prorata des revenus de chacun ? Pour Arthur, la question a vite trouvé sa réponse. « Ce n'est pas parce que quelqu'un est payé plus qu'il devrait payer plus. On a la même offre, le paquet de pâtes reste le même pour les deux », estime le jeune homme, qui touche 2.500 euros net, soit 600 euros de plus que sa moitié.

Héloïse Bolle, fondatrice de la société de conseil en gestion de patrimoine Oseille et Compagnie, milite pour la mise en place d'une répartition proportionnelle, ne serait-ce que pour essayer de corriger les inégalités de salaires.

« En cas d'écart, le 50/50 est la pire des situations : par fierté, celui ou celle qui a le salaire le plus faible veut partager les dépenses. Mais c'est très simple : au fil du temps, il ou elle est celui qui ne réussit pas à épargner, alors que l'autre peut mettre de l'argent de côté », tranche-t-elle. Pour elle, cette répartition érige, à

tort, l'argent comme seule valeur comptable au sein du couple. Il faut ajouter une « juste répartition de la charge mentale et des tâches familiales et ménagères, sinon l'un va avancer dans sa carrière et l'autre piétiner, et donc creuser davantage l'écart. » Et plus encore dans un cadre de séparation de biens, où le conjoint ne peut pas bénéficier de l'enrichissement de l'autre. C'est d'ailleurs ce régime, note une enquête de l'Ined, qui a en partie creusé la différence de patrimoine entre hommes et femmes, passée de 9 % en 1998 à 16 % en 2015.

## Calculer les « sacrifices »

Les couples qui se déclarent « paritaires » (implication équivalente dans la charge domestique) progressent et sont même les plus nombreux (45 %) au sein de la plus jeune génération. C'est en tout cas ce que révèle la dernière enquête du Céreq, qui a analysé les comportements de jeunes couples installés en 1998 et en 2010, et ce, sur sept années, soit jusqu'en 2005 et 2017.

Les inégalités se creusent en particulier lors de la naissance du premier enfant. Les femmes portent encore majoritairement la charge familiale et sont plus souvent pénalisées dans leur carrière professionnelle. Et donc dans leur rémunération et leur pouvoir d'achat, surtout si le choix du 50/50 continue d'opérer. « La part des couples "traditionnels" [où les femmes portent la charge domestique, NDLR] diminue systématiquement au fur et à mesure qu'augmente le niveau de diplôme de l'enquêtee », nuancent les auteurs de l'étude.

« Il faut bien calculer le manque à gagner sur plusieurs années. Se mettre à temps partiel ou suivre son conjoint en expatriation en mettant entre parenthèses sa carrière n'est pas sans conséquences. Vous cotisez moins et, à terme, vous vous appauvrissez : moins d'épargne, moins de retraite, surtout en cas de séparation », ajoute Héloïse Bolle.

Dans son ouvrage, Lucile Quillet, autrice de « Le Prix à payer - Ce que le couple hétéro coûte aux femmes », critique les effets parfois pervers du prorata au sein des couples. « C'est ce que j'appelle "l'effet d'entra-

nement" : le plus haut salaire donne le la sur le niveau de vie », écrit-elle. Autrement dit, l'un des deux impose davantage ses désirs et, somme toute, son pouvoir.

Parfois la différence de revenus est trop difficile à supporter. Selon l'Insee, les femmes gagnent en moyenne 42 % de moins que leur conjoint, tous âges confondus. Esther\*, 22 ans, habite depuis un an, le temps de sa césure, chez son petit ami, à Paris. Lui, déjà en emploi, gagne 2.000 euros et paie 800 euros de loyer. Elle, qui touche 700 euros pour son stage, paie les courses et contribue au logement à hauteur de 200 euros par mois. « En loyer dans la capitale, c'est imbattable », souligne-t-elle.

Jusqu'au jour où leur relation s'est gâtée. « Je voulais le quitter, mais je n'avais pas les moyens de partir. » Finalement, le couple a renoué. Mais cela a servi de leçon à

la jeune étudiante d'école de commerce. « Lorsque je reviendrai à Paris, j'aurai mon propre logement pour avoir une solution de repli. Et surtout, je serai diplômée et donc plus indépendante financièrement. »

De son côté, Adeline, 28 ans, fait partie des rares femmes en France qui gagnent plus que leur conjoint (une sur quatre, selon l'Insee). Elle a un salaire de 3.000 euros mensuels, quand son mari Manuel, 30 ans, chercheur, gagne environ 2.000 euros. Elle a bien essayé de proposer la proportionnelle à son mari, en vain.

Et l'un et l'autre tiennent à garder leurs comptes séparés. « Cela nous permet d'envisager des projets individuels parfois onéreux comme des voyages, notamment de mon côté », confie celle qui a quitté son travail pour suivre son époux à New York. Arrivé depuis deux mois, le couple vit, pour les dépenses courantes, avec le salaire de Manuel, jusqu'à ce qu'Adeline, qui travaille dans le conseil et la régulation, retrouve un emploi.

## Compte joint ?

Chez Anthony et Francesca, un couple d'étudiants, la question du compte joint, en plus de leur compte personnel, a longtemps été dans les discussions. « On ne l'a pas fait par flemme », confesse le jeune homme. Tous les deux dans la même banque, mais pas dans la même région, le processus n'était pas des plus aisés, précise Francesca.

S'il est hors de question pour tous les couples interrogés de mettre intégralement leur argent en commun, ils restent ouverts à la notion du compte joint pour gérer les dépenses communes. C'est particulièrement vrai lors de la naissance du premier enfant ou d'un achat immobilier, note la philosophe Nicole Prieur. Sur ce dernier point, un sondage OpinionWay indique que seuls 40 % des couples trentenaires propriétaires optent un compte commun unique, contre 55 % pour les quinquagénaires.

Au sein des unions, ce sont aussi parfois des habitudes de dépenses qui diffèrent. « Manuel, plus économe, a beaucoup stressé lorsque

nous avons commencé à signer des chèques de plusieurs milliers d'euros pour notre mariage. On a désamorcé le problème en en parlant, en cherchant d'autres rapports qualité/prix... mais quand il n'y avait pas d'alternatives, je lui ai rappelé que ce n'était pas grave. »

La gestion des finances des individus est souvent héritée des parents, soit en reproduisant le modèle, soit en se construisant en contradiction, rappellent les sociologues. Ce déterminisme ne fait pas tout. La mise en couple, surtout pour les plus jeunes, permet de composer, à deux, une philosophie nouvelle.

## La mise en couple, surtout pour les plus jeunes, permet de composer, à deux, une philosophie nouvelle.

« Elle succombe souvent au marketing des produits alimentaires, quand, moi, j'achète de la marque repère. Je ne peux pas lutter, c'est une éducation qu'elle a, et ça la rassure d'acheter ces produits », confie Chloé, 26 ans, qui vient d'acheter un appartement avec sa petite amie. La jeune femme gagne 2.000 euros et sa moitié 2.600 euros. De l'autre côté, j'étais incapable de payer 30 euros de plus pour un billet d'avion à un meilleur horaire. Elle m'a appris que ce n'était pas forcément mal de se payer un peu de confort. »

Francesca, en droit, vient d'une famille aisée. Anthony, en école de commerce, est, lui, boursier. L'une est soutenue par ses parents et les cours particuliers qu'elle donne, l'autre par sa bourse (400 euros) et ses indemnités importantes (1.600 euros) de stage dans un fonds d'investissement. L'un se dit « habitué à se serrer la ceinture depuis tout petit », l'autre, plus dépensière. Ils ont choisi aussi le 50/50 pour, cette fois-ci, rééquilibrer les inégalités de patrimoine de leurs familles. Les jeunes couples évoquent le difficile sujet de l'argent avec de plus en plus d'agilité et même... une conscience politique.

\* Le prénom a été changé.

APPLIS UTILES... POUR GÉRER SON BUDGET À DEUX

**Lydia**  
Pour faire des virements et créer un compte commun facilement.

**Tricount ou Splitwise**  
Pour reporter les dépenses quotidiennes.

**CAF, impôts, gouv**  
Pour être à jour des prestations à recevoir et... à payer.

Marion Simon-Rainaud  
@Maacls

Dix mille, vingt-cinq mille, cinquante mille euros... Depuis huit ans, Anne\*, prof, la trentaine, donne chaque année de coquettes sommes à des associations caritatives. Une fois à destination de la Fondation FondaMental, engagée pour la psychiatrie, une autre à Terres de Liens pour aider les agriculteurs à accéder à la propriété, une autre encore à Time for the Planet, un fonds qui finance des projets liés à la transition écologique. Ses choix se font en réalité selon sa préoccupation du moment.

Ce n'est pas son salaire de prof qui lui permet de faire de tels dons. Ce sont les dividendes issus d'une entreprise familiale liée à la pétrochimie. Des sommes qu'elle considère à la fois comme « une chance et une liberté », mais surtout « une responsabilité ».

« J'opère une espèce de redistribution, justifie celle qui aspire à une certaine sobriété dans sa vie personnelle. L'argent, quelle que soit la somme, constitue un pouvoir d'agir. Plus cette somme est importante, plus ce pouvoir est grand. Chercher à l'utiliser à bon escient, sentir qu'il sert des causes nobles, tout cela me rend heureuse. »

#### « Faire sa part »

Sans enfants et locataire, Anne fait partie des 9 % de Français qui ont donné 10.000 euros ou plus, selon le dernier baromètre de France générosités (2020). Quarante-six pour cent des dons se chiffrent à moins de 150 euros. Par son âge, elle fait aussi partie d'une autre minorité de donateurs : les 25-34 ans, qui représentent 25 % de l'ensemble, en constante progression (+12 points en cinq ans). Pour les dons uniquement via des cagnottes numériques, leur part s'élève à 40 %.

Certains choisissent de donner comme d'autres investissent. Entrepreneur, Antoine, 32 ans, a fait son premier don il y a quelques mois à la suite de la levée de fonds de sa boîte, YouSign. Ecologiste convaincu, il a ainsi décidé de donner au fonds d'investissement citoyen Time for the Planet.

« Je ne voulais pas mettre mon argent dans l'immobilier, devenir propriétaire ne m'intéresse pas, explique le trentenaire, lui aussi toujours locataire. Alors, je me suis demandé comment contribuer à mon échelle ? » En versant 10.000 euros, il a l'impression satisfaisante d'avoir fait « sa part » – au moins pour l'instant.

Est-ce que cet acte de générosité participe à le décomplexer par rapport à ses revenus de chef d'entreprise dans un pays où gagner de l'argent reste tabou ? « Oui, un peu car on sait que ces sous vont vraiment

# Philanthropie : de plus en plus de trentenaires font des donations

**ZOOM** En ce 30 novembre, journée mondiale de la générosité, coup de projecteur sur le profil des donateurs, qui sont de plus en plus jeunes.

servir », admet le chef d'entreprise, qui n'a pas l'habitude de détenir de telles sommes à titre personnel. Il sait que le montant qu'il a donné est important, il est prêt à le faire savoir « pour en inspirer d'autres ».

Parfois ces jeunes philanthropes – qui privilégient l'intérêt général plutôt que le leur propre – ne sont pas compris par leur entourage. Adrien, 31 ans, est pilote de ligne. Grâce à ses revenus très confortables (11.939 euros est le salaire moyen mensuel brut, selon les derniers chiffres de l'Insee), il a pu donner – tout en épargnant – plus de 30.000 euros en trois ans à l'association Terres de Liens. Une somme qu'il aurait dû investir pour son avenir, d'après sa mère, qui lui « prend régulièrement la tête à ce sujet ».

Comme Antoine, il ne veut en aucun cas contribuer à la folie des prix de l'immobilier parisien. « L'argent ne doit pas servir à spéculer et à en gagner toujours plus, justifie-t-il. Il faut financer des projets concrets pour demain ! »

#### Des motifs variés

Il l'assure, il n'est pourtant ni dans une démarche de « repentir qui aurait trop gagné d'argent » ni « en dissonance » entre ses convictions et son travail. Cette démarche à sa hauteur peut contribuer, il en est persuadé, à contrer les « logiques systémiques de profits démentiels ».

Les récits d'Anne, d'Antoine ou d'Adrien témoignent d'un glissement de la philanthropie depuis une vingtaine d'années, selon Khalila Hassouna, aujourd'hui responsable du mécénat de l'École nationale supérieure de création industrielle et spécialiste de la question.

« On est passé d'une logique de grands groupes comme donateurs principaux à celle de profils indivi-

#### EN PLUS

##### Le Covid a accéléré les dons

Pendant le premier semestre 2020, le montant des dons des Français a augmenté de 22 % par rapport à la même période l'année précédente, avec une explosion (+693 %) pendant la première quinzaine d'avril par rapport à l'année précédente, selon le benchmark d'IRaiser sur les dons en ligne (mai 2020). Sur l'année, on note une progression lissée de 13,7 % entre 2019 et 2020.

##### L'économie du mécénat

Huit milliards et demi d'euros. C'est la somme donnée par les Français et les entreprises en 2019 ont donné 8,5 milliards d'euros, selon France générosités (les chiffres 2020 ne sont pas encore publiés). La majorité (59 %) des dons vient des particuliers (5 milliards d'euros). Côté entreprises, on dénombre 3,5 milliards de dons. Au total, 104.000 entreprises sont identifiées comme mécènes.



duels », observe-t-elle. Les motifs pour déclencher un don sont variés. Il y a d'abord un avantage fiscal certain – la France, avec son exonération de 66 % d'impôts sur les dons, est l'un des pays les plus incitateurs au monde. Ensuite, il y a des stratégies de contournement de la « réserve héréditaire », un dispositif empêchant un parent de tout donner à une cause au détriment de ses héritiers, dans son testament. Ils peuvent décider de donner de leur vivant pour ne pas être contraints dans leurs (dernières) volontés.

#### Professionnalisation de la philanthropie

Et bien sûr la nature des causes elles-mêmes. Le top 3 en 2019 était l'aide et la protection de l'enfance (47 %), la lutte contre l'exclusion et la pauvreté (42 %), et le soutien à la recherche médicale (36 %), d'après le dernier baromètre de France générosités.

Dans le même temps, Khalila Hassouna note une professionnalisation du secteur de la philanthropie avec de nouveaux métiers dans l'économie du don, tels que les conseillers en philanthropie au sein de cabinets de conseil ou de banques. « Ils sont chargés d'optimiser les dons des donateurs, notamment sur le volet fiscal », détaille l'experte.

Cela se traduit par un phénomène qu'elle nomme la « aventure philanthropique ». « Progressivement, la rationalisation des dons prend la place de l'émotion », explique la spécialiste. En résumé, on donne dans une démarche d'investisseur : émerge alors une espèce de droit de regard de résultats. Connaître « l'efficacité de ses actions » est d'ailleurs le premier critère d'incitation au don cité par les Français juste avant « la cause qu'elle soutient », selon le dernier baromètre de France générosités. ■



Pour l'heure, Bruno Hourcade pense acheter des appartements en vue de les mettre en location. Photo J.-P. Baltet/TF1

## Bruno Hourcade, 30 ans, a gagné dans un jeu télé plus de 1 million d'euros

**Cet ancien de Kedge Business School empoche une cagnotte qui devrait bouleverser son avenir professionnel.**

Chloé Marriault  
@ChloeMarriault

« Quand quelqu'un me parle et qu'il mentionne quelque chose que je ne connais pas, j'ai toujours eu pour habitude d'aller, le soir même, lire des pages entières sur Wikipédia pour me renseigner, sourit Bruno Hourcade, 30 ans. C'est peut-être un problème d'ego ou de confiance en moi, mais ça m'énervait presque de ne pas savoir. »

Son insatiable curiosité a payé. Littéralement. Il repart, le 5 octobre 2021, avec un chèque de 700.300 euros et l'équivalent de 325.807 euros de cadeaux grâce à son passage dans « Les 12 Coups de midi » sur TFL Et ce, après avoir pris part à 252 émissions du jeu présenté par Jean-Luc Reichmann. Il bat ainsi le record de participation à un jeu télé en France... et celui de la plus grosse cagnotte.

Cette émission, il l'a découverte lors du premier confinement. A ce moment-là, il est en télétravail près de Toulouse chez sa mère, amatrice du programme. « J'avais l'impression de réussir à répondre à pas mal de questions, se souvient le jeune homme. Je me suis dit que ce serait amusant d'y participer. » D'autant qu'en février 2020, le natif d'Évreux (Eure) faisait ses preuves avec un collègue dans une autre émission, « Personne n'y avait pensé », diffusée sur France 3. Le duo bat un record de participation en restant sept émissions et empoche 12.500 euros.

Retenu pour participer aux « 12 Coups de midi » fin 2020, il se lance dans les tournages en parallèle à son emploi de chargé d'études pour la régie publicitaire d'Eurosport. Un poste qu'il occupe depuis qu'il est diplômé de Kedge Business School et qui consiste à choisir les moments stratégiques pour placer les publicités lors de programmes sportifs en direct.

Le rythme des tournages est intense : cinq émissions par jour, du lundi au jeudi. Pour y participer, Bruno pose tous ses congés payés et RTT. Et son employeur est accommodant. « Un plan de sauvegarde de

l'emploi était en cours, et je savais que je n'allais pas être conservé dans l'entreprise car j'étais le dernier arrivé dans mon équipe et je n'ai pas d'enfant, indique-t-il. Sans ce plan, je ne sais pas si j'aurais pu faire autant d'émissions. »

De janvier à octobre, il épate les téléspectateurs par ses connaissances. Quelle est sa recette ? Au quotidien, il devore les livres, notamment les classiques de la littérature. Outre sa curiosité, ce fan de « Koh-Lanta » dit avoir « une très bonne mémoire ». Et puis les jeux, c'est son dada. Chez lui, il accumule les jeux de hasard, de stratégie, les jeux de rôle dans sa « mini-ludothèque ». « J'aime aussi beaucoup les jeux vidéo, ceux où l'on sait qu'on ne va pas avoir de vie sociale pendant quatre mois », plaisante-t-il. Celui qui a passé son enfance à déménager à travers la France métropolitaine et les territoires d'outre-mer au gré des mutations de son père et de son beau-père, engagés dans l'armée de l'air, s'enthousiasme de découvrir les coulisses de l'émission. Et est heureux de battre tous les records. « Lorsque j'ai perdu, je n'étais pas déçu car je savais que c'était une parenthèse dans ma vie. »

Investir dans l'immobilier Il recevra toute sa cagnotte d'ici à la fin de l'année. « Quand on gagne des dizaines d'années de salaire en si peu de temps, la vie change », glisse-t-il. Cette somme lui accorde surtout de la « tranquillité ». « J'ai perdu mon emploi en cours d'émission. En temps normal, j'aurais dû en retrouver un rapidement, notamment pour rembourser le prêt de mon appartement à Paris. Là, je peux m'accorder du temps pour réfléchir à ce que j'ai envie de faire. Et si je trouve quelque chose qui me passionne mais qui rapporte peu, je serai moins contraint par des impératifs financiers. »

Que va-t-il faire de son argent ? Pour l'heure, il pense acheter des appartements en vue de les mettre en location. « Peut-être que les loyers pourraient couvrir mes besoins et me permettre de vivre. Mais je suis sûr de vouloir retravailler, ne serait-ce que pour mon bien-être psychologique et ma vie sociale. » Quant à une éventuelle participation dans une autre émission ? Ce n'est, dit-il, pas dans ses projets. ■



L'aide et la protection de l'enfance, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté (42 %), et le soutien à la recherche médicale sont les trois premières causes qui occasionnent un don. Photo iStock



LA TRIBUNE  
d'Alexandre Fitussi

## Immobilier: il est temps que les femmes investissent

Les femmes sont largement sous-représentées dans l'investissement locatif en France. Elles ne représentent qu'un tiers des bailleurs si on inclut celles qui investissent en couple. Une proportion qui descend à un cinquième si on se limite aux femmes qui investissent seules. Cette observation sur l'investissement locatif s'applique également au monde des business angels. Lorsque, avec mon associée, nous avons voulu lancer notre première levée de fonds, nous avions des dizaines d'hommes candidats à l'investissement dans notre tour de table, mais aucune femme. Nous avons activé nos réseaux, rencontré quelques femmes. Trop peu certainement. Mais le résultat est sans appel : aucune d'entre elles n'a été séduite par l'opportunité. Une tendance qui semble généralisée à toutes les classes d'actifs. Selon l'application d'investissements boursiers eToro, seuls 11 % de ses utilisateurs sont des femmes. Certains articles jettent la pierre aux écarts de salaires. D'autres assurent que c'est parce que les produits financiers ont été créés par des hommes, pour des hommes. D'autres vont plus loin et se risquent à des constats moins politiquement corrects : les femmes sont plus précautionneuses parce que moins égoïstes que les hommes et donc plus portées sur les actifs sans risque. Je ne m'aviserai pas de donner mon avis sur ces trois angles d'analyse. En revanche, j'aimerais en ajouter un.

### Penser individu

Les femmes passent leur vie professionnelle à entendre qu'elles sont des femmes. Elles sont un « sujet » en soi. Les hommes, eux, n'existent que très rarement en tant que groupe dans les sujets professionnels. Or, l'investissement est un sujet fondamentalement individuel. Les femmes doivent surmonter des milliers d'années de machisme professionnel. « Chaque lutte en son temps », pourrait-on répondre. On pourra se réjouir de voir des femmes occuper certains postes ou rejoindre les bancs de certaines écoles traditionnellement monopolisées par les hommes, mais tout le monde constate aisément combien la lutte reste d'actualité. Atteindre l'égalité salariale et la parité dans les conseils d'administration, les grandes écoles... est une noble cause, qui relève de la même problématique que l'investissement et la nécessité pour les femmes de se constituer un patrimoine, et de faire fructifier leur épargne. Ce combat commence aujourd'hui. Ponctions néanmoins cette tribune avec une bonne nouvelle : 45 % des investisseurs de Beanstock sont des investisseuses.

ALEXANDRE FITUSSI est CEO et cofondateur de Beanstock.



Le néo-investisseur peut faire ses propres arbitrages, personnaliser ses investissements, suivre ou non les conseils d'experts de la plateforme ou de l'appli qu'il a choisie. DR

# La hype des applis de trading : investir en Bourse en un clic

**TENDANCE** De nouveaux acteurs permettent aux jeunes sans grandes connaissances en finance de boursicoter. Dernière en date, la fintech tricolore Lydia a lancé en novembre son offre de trading. Que valent ces plateformes et applications qui permettent de spéculer depuis son canapé ?

Chloé Marriault  
@ChloeMarriault

**D**es applications très intuitives, des tarifs attractifs, une inscription en quelques minutes, un marketing léché... voilà la recette des récentes applications de trading. Leur objectif : dépolématiser l'investissement en Bourse et le rendre accessible à tous.

Parmi ces néocourtiers, la scale-up néerlandaise Bux, fondée en 2014. Son application Bux Zero, disponible en France depuis l'été 2020, permet d'acheter des actions et d'investir dans des fonds indiciaires (ETF) qui répliquent des indices boursiers. Pour attirer les utilisateurs, la fintech avance plusieurs arguments : pas d'investissement minimum, pas de commission (sous certaines conditions) et une action gratuite aléatoire « d'une valeur maximale de 200 euros » offerte aux nouveaux utilisateurs. Et le nouvel inscrit qui en parraine un autre reçoit une action gratuite supplémentaire.

Dans la même veine, Trade Republic, fintech lancée en Allemagne en 2019 et arrivée en France en janvier 2021. Celle-ci facture 1 euro de frais à chaque transaction, quel qu'en soit le montant. Autre acteur à s'être fait une place de choix sur le marché : Degiro, start-up néerlandaise née en 2008 et qui a pénétré le marché français dès 2014.

Côté français, la start-up Lydia, qui a commencé en 2013 par proposer une solution de paiement entre particuliers, a lancé en novembre son offre de trading. Autre jeune pousse tricolore à s'être fait un nom sur le marché de l'investissement : Mon Petit Placement, née en 2017. Investissement minimum sur la plateforme : 300 euros, qui seront réinjectés dans une combinaison d'actifs, tels que « des actions, des obligations d'État, des matières premières ». Toutes ces fintechs rêvent de surfer sur l'appétit des néo-inves-

tisseurs et de connaître le même succès que Robinhood, l'appli phare des jeunes boursicoteurs américains (pas encore disponible dans l'Hexagone), qui est entrée en Bourse sur le Nasdaq en juillet dernier.

### « L'illusion qu'investir est un jeu »

Depuis les années 2010, les applications d'investissement en Bourse fleurissent. « En simplifiant les parcours client, elles contribuent à attirer de nouveaux investisseurs, plus jeunes », observe Claire Castanet, directrice des relations avec les épargnants à l'Autorité des marchés financiers (AMF). En mars 2021, les moins de 35 ans représentaient 18 % des détenteurs d'actions, contre 11 % deux ans plus tôt, d'après une étude de Kantar pour l'AMF.

**En mars 2021, les moins de 35 ans représentaient 18 % des détenteurs d'actions, contre 11 % deux ans plus tôt.**

Claire Castanet se réjouit de ce rajeunissement, mais prévient : « Les nouvelles applications misent sur la gamification. Leurs interfaces, très ludiques, peuvent donner l'illusion qu'investir est un jeu. » Pour elle, il est primordial de garder en tête que l'argent investi peut être perdu. Elle recommande également de se renseigner sur les frais. « Beaucoup de plateformes attirent le chaland en disant "zéro commission". Il faut arriver à comprendre comment elles se rémunèrent, car le passage d'ordres a forcément un coût pour elles », souligne-t-elle.

Autre conseil : s'interroger sur le produit dans lequel on investit. Certaines applications proposent des actions, d'autres des fractions d'action, des produits dérivés de type CFD (contrat pour la différence), etc. « Ce n'est pas toujours

indiqué de manière claire, regrettable. Or, ce ne sont pas du tout les mêmes choses. Si vous êtes détenteur d'une action, vous avez droit aux dividendes. Ce n'est pas le cas sur les CFD, qui consistent uniquement à spéculer sur la hausse ou la baisse du prix de l'action. Avec l'effet de levier, on peut parfois perdre beaucoup plus que ce que l'on a investi. »

D'après elle, les nouvelles applications de trading ont bien un intérêt : « Permettre à des personnes qui se frottent pour la première fois à la Bourse d'investir de petites sommes pour apprendre et se constituer une culture boursière. » Car les boursicoteurs ne maîtrisent pas tous les règles des marchés financiers.

En 2020, le médiateur de l'AMF, qui propose de résoudre à l'amiable des litiges financiers, a reçu cinq fois plus de demandes qu'en 2019 concernant des problèmes d'exécution d'ordres de Bourse. « Dans la plupart des cas, les prestataires n'étaient pas en cause. Les particuliers n'avaient tout simplement pas bien compris le type d'ordres qu'ils avaient passé », analyse Claire Castanet.

Pour Estelle Brack, économiste et fondatrice du cabinet de conseil en stratégie KiraliT, on est loin du temps où ceux qui souhaitaient investir en Bourse « passaient par le chargé de clientèle de leur banque, qui leur prodiguait les conseils qu'il avait reçus de son service "marché" pour acheter des titres financiers ».

### Investir dans les cryptomonnaies

Désormais, celui ou celle qui veut se lancer dans le trading peut le faire depuis son canapé. Il « peut faire ses propres arbitrages, personnaliser ses investissements, suivre les conseils d'experts de la plateforme de trading qu'il a choisie, suivre ses propres analyses ou celles de robo-advisors », explique Estelle Brack.

Des robo-advisors, quésaco ? Des plateformes en ligne qui utilisent des algorithmes pour émettre des conseils financiers et réaliser des investissements automatique-

EN PLUS



### Se former

Quels sont les marchés d'actions et les principaux indices en France ? Comment se passent l'achat et la vente d'un titre coté en Bourse ? Quelles sont les précautions à prendre avant d'investir ? Voilà autant de questions auxquelles répond l'Autorité des marchés financiers sur son site Internet. Dans une série d'articles pédagogiques (situés dans l'onglet « Espace épargnants »), l'institution financière tente de rendre la culture boursière accessible aux néophytes.

ment. Parmi les récents acteurs de ce secteur, l'entreprise française Nalo et la plateforme Birdee, toutes deux lancées en 2017.

Autre outil à disposition des néoboursicoteurs : le trading « social », qui permet aux amateurs de copier ce que font les traders performants. Le leader mondial est eToro, plateforme israélienne née en 2007. Là aussi, certains en appellent à la prudence. « Envoyant la performance de traders prospères, certains investisseurs sont incités à prendre plus de risques que prévu dans l'espoir d'avoir une rentabilité comme la leur », observe Marc Desban, maître de conférences en finance de marché à l'université Paris-Est Créteil.

**Pour attirer un maximum d'utilisateurs, certaines applications proposent dans le même temps d'investir dans les cryptomonnaies.**

Pour attirer un maximum d'utilisateurs, certaines applications proposent dans le même temps d'investir dans les cryptomonnaies. C'est le cas de Robinhood, Lydia et eToro. Avec, toujours, la même recette : une navigation simple et une communication habile.

Mais ces dernières semaines, Robinhood a défrayé la chronique. L'entreprise américaine a annoncé avoir subi une fuite de données ayant exposé les informations de 7 millions de clients. Les résultats de son troisième trimestre 2021 ont été décevants, avec un nombre d'utilisateurs actifs en baisse. Résultat : l'action a chuté sous son prix d'introduction en Bourse. Ce retournement signe-t-il la fin des beaux jours pour les applis de trading ? Pas en Europe, en tout cas, d'après Marc Desban : « Ces plateformes se démocratisent et n'ont pas encore atteint leur phase de maturité. » ■

# Finance verte : peut-on vraiment dépolluer son épargne ?

**MODE D'EMPLOI** Née il y a près de quinze ans, la finance dite « verte » a beaucoup progressé. Pourtant, la courbe des émissions de gaz à effet de serre ne fléchit pas. Alors comment s'assurer que le pécule que l'on veut placer ne finance pas des énergies fossiles ?

Camille Wong  
@wg\_camille

Six Français sur dix déclarent accorder de l'importance aux impacts environnementaux dans leurs décisions de placement. Et ils ont raison : la finance est un secteur clé pour décarboner l'économie.

A travers les entreprises présentes dans leur portefeuille d'investissement et de financement, les institutions financières produisent 700 fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> que leurs émissions directes, selon l'ONG Carbon Disclosure Project.

Le chemin s'annonce encore long, mais l'effet de levier gigantesque. Le dernier rapport sur l'empreinte carbone des banques d'Oxfam France révèle que l'épargne représente un poste d'émissions de CO<sub>2</sub> équivalent à l'ensemble des dépenses des Français (logement, transport, consommation...).

**L'épargne représente un poste d'émissions de CO<sub>2</sub> équivalent à l'ensemble des dépenses des Français.**

A votre niveau, la « première chose à faire est de se renseigner pour savoir si votre banque continue à financer des produits pétroliers et gaziers », conseille Lou Welgryn, analyste chez Carbon4 Finance, une société de conseil sur l'énergie et le climat.

## Le réveil en demi-teinte des banques

Les initiatives en faveur d'une finance plus verte se sont multipliées ces dernières années. Dernier exemple en date : à la COP26, plus de 450 établissements financiers de 45 pays, représentant 130.000 milliards de dollars d'actifs, ont signé le Glasgow Financial Alliance for Net Zero. Objectif annoncé : une neutralité carbone d'ici à 2050.

Ces établissements s'engagent désormais à rendre compte des émissions de carbone liées aux projets qu'elles financent chaque année. Mais, au vu des engagements passés, non tenus, il y a de quoi rester vigilants. Selon l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, le financement des hydrocarbures par les banques françaises a augmenté de 19 % entre 2015 et 2020, pour s'établir à 174 milliards d'euros.

Pour challenger votre banque, l'analyste de Carbon4 Finance rappelle que des ONG réalisent des rapports sur l'empreinte carbone des établissements bancaires, et des applications comme Rift, sorte de Yuka de la finance, permettent d'auditer votre épargne.

La Banque Postale et les assureurs Maif et Ircantec se montrent plus proactifs en s'engageant à sortir des énergies fossiles d'ici à 2030. Un « geste courageux », estime Lou Welgryn. Parmi les pionniers de la finance éthique, on peut citer des

banques coopératives, comme la Nef ou le Crédit Coopératif (groupe BPCE).

Quel que soit votre établissement, il faudra choisir avec votre banquier où placer votre épargne : quels produits ? quels fonds ? N'hésitez pas à lui demander « un peu de transparence : quels sont les critères d'exclusion (énergies fossiles, travail des enfants, armement...) ? est-ce que certains fonds promeuvent l'égalité hommes-femmes ? Assurez-vous qu'il sait ce qu'il vous vend, car rien n'est moins sûr », ajoute Marie-Anne Vincent, directrice générale de Carbon4 Finance.

Pour décarboner votre épargne, vous serez peut-être tenté par le livret développement durable et solidaire (LDDS), proposé par la plupart des banques. Sachez que les sommes véritablement fléchées vers la transition écologique restent cependant très faibles.

Eva Sadoun, fondatrice de Lita.co, à l'origine de l'application Rift, s'insurgeait fin septembre dans « La Tribune » contre le « greenwashing » de ce livret d'épargne : « Au total, ce sont 121,8 milliards d'euros qui ont été déposés sur les LDDS depuis 2007, dont 16 dans la transition énergétique et 21 dans les logements sociaux. » L'entrepreneuse réclame que 100 % des fonds déposés soient « soit utiles à la transition ».

Une récente étude de Carbon Disclosure Project pointe que plus de 8.000 fonds, soit plus de la moitié des actifs, sont bien loin des objectifs climatiques de l'Accord de Paris et emmènent vers une hausse des températures supérieure à 2,75 °C.

Comme gage de sérieux, la finance s'est dotée ces dernières

années de labels qui permettent d'attester que les fonds investissent de manière responsable. Le plus connu d'entre eux : le label ISR (pour investissement socialement responsable). Aujourd'hui, plus de 780 fonds sont labellisés ISR.

Le problème ? Son obtention auprès d'Afnor Certification, de Deloitte ou d'EY France, considérée comme trop simple, n'impose pas d'exclusions comme les énergies fossiles.

## Financer des projets en direct

« Ce qui est sûr, c'est que tout ne réfère pas à l'environnement. Le label ISR laisse imaginer que ça va être environnementalement cool, alors qu'il repose sur des critères extrafinanciers dits "ESG" (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Autrement dit, une entreprise qui a une très bonne gouvernance, qui communique très bien avec ses actionnaires peut se retrouver avec des portefeuilles dits "verts", alors qu'elle ne l'est pas du tout », explique Maud Caillaux, la cofondatrice de Green-Got, une néobanque verte.

Comme gage de sérieux, la finance s'est dotée ces dernières années de labels qui permettent d'attester que les fonds investissent de manière responsable.

L'Inspection générale des finances notait dans un rapport fin 2020 que « le label ISR s'expose à une perte inéluctable de crédibilité et de pertinence » car il « fait à l'épargnant une promesse confuse ». En réponse, l'Etat a annoncé en octobre qu'il allait réformer la gouvernance du label, avec une nouvelle équipe chargée d'édicter des règles plus strictes et transparentes, courant 2022. Sachez que le CAC 40 ESG, le nouvel indice créé en mars par la Bourse de Paris pour répondre à la forte demande en matière de finance responsable, est inspiré par ce label ISR.

En attendant la réforme du label ISR, d'autres labels moins connus se montrent plus exigeants. On peut citer le label Greenfin, créé par le ministère de la Transition écologique. Pour être éligible, l'entreprise ou le fonds doit être très impliqué dans la transition énergétique et écologique. Il exclut les fonds qui investissent dans les énergies fossiles mais aussi, et c'est plus critiqué, dans le secteur du nucléaire.

Autre label prisé, le Finansol, qui s'intéresse à la finance solidaire. « De 5 à 10 % des fonds vont être investis dans des entreprises non cotées pour financer directement la création d'emplois », explique Joseph Choueifat, cofondateur de Goodvest, une assurance-vie associée à Generali et Carbone 4 qui se veut entièrement compatible avec l'Accord de Paris. Autrement dit, le jeune entrepreneur s'appuie sur les



Créé par le ministère de la Transition écologique, le label Greenfin exclut les fonds ou les entreprises qui investissent dans les énergies fossiles (ici une centrale à charbon, en Allemagne). Photo iStock

émissions de CO<sub>2</sub> des entreprises directes et indirectes, et exclut des secteurs comme les énergies fossiles, l'armement, le tabac, etc.

« Si vous êtes vraiment très intéressés par l'impact de votre épargne, vous pouvez la placer dans des actions, dans des entreprises que vous aurez choisies soigneusement.

Mais c'est un gros travail de recherche et les fonds ne sont pas garantis comme dans un livret réglementé (type LDDS, Livret A...) », précise Maud Caillaux, de Green-Got.

Des plateformes de crowdfunding comme Lita.co, Wiseed, Lendosphere ou Miimosa permettent de financer en direct des projets à

impact. « Mais attention, ce sont des placements risqués : l'Autorité des marchés financiers (AMF) recommande d'y placer au plus 5 % de son épargne », prévient Joseph Choueifat. Une mesure fidèle à l'adage selon lequel il ne faut pas placer tous ses œufs dans le même panier. ■

## Je veux un job à impact : quelles sont les options ?

Mardi 14 décembre de 12h30 à 13h30, sur [lesechosstart.fr](https://lesechosstart.fr)

Les Echos  
ESTART

En partenariat avec

EDHEC  
BUSINESS SCHOOL

Avec

Justine Soudier  
directrice, EDHEC Entrepreneurs

Thomas Arnaudo  
co-fondateur, 900.care

Matthieu Dardaillon  
président co-fondateur,  
Ticket for Change

Caroline Renoux  
fondatrice et directrice, Birdeo

EN PLUS



### Un livret (un peu plus) solidaire

Depuis le 1er octobre 2020, le détenteur d'un LDDS peut flécher une partie de son épargne au profit des acteurs de l'économie sociale et solidaire sous forme de dons. L'épargnant a deux options : choisir de donner une partie de son capital ou de ses intérêts.

### La loi Pacte

Elle impose que chaque contrat d'assurance-vie comporte au moins un fonds labellisé ISR (Investissement socialement responsable), Greenfin ou Finansol.



© Drone Press/Executive Master

"ACQUÉRIR LES  
COMPÉTENCES  
CLÉS POUR  
L'AVENIR"

Miranda  
Promotion 2020  
European Customer  
Quality Manage

## EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

### VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation, tout en continuant d'occuper vos fonctions.

[polytechnique.edu/executive-master](https://polytechnique.edu/executive-master)



Découvrez le  
témoignage  
complet